

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemer cier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 26 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELECTRODEPOSITION (ex FERRANT)

55, rue Jean Baillet
95870 Bezons

Références : 2023/0793
Code AIOT : 0006505499

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement ELECTRODEPOSITION (ex FERRANT), implanté 55 rue Jean Baillet 95870 Bezons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la liquidation judiciaire de la société ÉLECTRODÉPOSITION et des travaux de réaménagement de la parcelle concernée, l'inspection a réalisé une première visite de contrôle le 13 juillet 2023 pour statuer sur la réalisation de travaux de dépollution nécessaires à la compatibilité entre l'état environnemental du site et l'usage industriel retenu pour la remise en état.

Suite au rapport de visite, le préfet du Val-d'Oise a mis en demeure, par arrêté préfectoral du 4 août 2023, l'exploitant de la société Electrodeposition, représentée par Maître Aurélie LECAUDEY, liquidatrice judiciaire, dans un délai de 2 jours à compter de la date de notification de l'arrêté, **de satisfaire aux dispositions de l'article R.512-46-25 du Code de l'environnement.**

Afin de respecter les dispositions de l'article précité, la société ELECTRODEPOSITION, représentée par Maître Aurélie LECAUDEY, liquidatrice judiciaire, devait :

- notifier la cessation d'activité ;
- justifier de l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets ;
- réaliser les diagnostics complémentaires permettant d'identifier les effets de l'installation sur son environnement ;
- réaliser les travaux de dépollution et transmettre le rapport de fin de travaux comprenant au moins un prélèvement de contrôle (sols et air du sol) et une analyse des risques résiduels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTRODEPOSITION (ex FERRANT)
- 55, rue Jean Baillet 95870 Bezons
- Code AIOT : 0006505499
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FERRANT a exploité une installation de traitement de surface située au 55 rue Jean Baillet à Bezons, depuis le 18 octobre 1973 (récépissé de déclaration). Le site est classé sous le régime de l'autorisation selon la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement depuis l'arrêté préfectoral du 12 mars 1976, complété par les arrêtés préfectoraux du 20 novembre 1980, du 20 juillet 1989, du 22 juin 1995, du 4 février 2009.

En 2017, la société devient ELECTRODEPOSITION par changement d'exploitant notifié à l'inspection des installations classées le 12 juin 2017.

Par courrier du 17 octobre 2017, la société ELECTRODEPOSITION notifie l'inspection des installations classées la cessation totale de son activité.

Une procédure de redressement judiciaire a été ouverte le 25 juillet 2019 et une procédure de liquidation judiciaire, toujours en cours, a été lancée le 4 février 2020.

Lors de la précédente visite du 13 juillet 2023, l'inspection a constaté la construction d'un projet de travaux avec changement d'usage (usage d'habitation) porté par un nouveau propriétaire du terrain et validé par le permis de construire par la commune.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite-s qui avai-en-t été donnée-s	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Consignation	
4	Réhabilitation du site	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-III	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Consignation	
5	Restrictions d'usage	Code de l'environnement du 14/07/2011, article R.512-31-1 et L.125-6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Consignation	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite-s qui avai-en-t été donnée-s	Autre information
1	Notification de la cessation totale d'activité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite du 10 octobre 2023 qui constate que l'arrêté préfectoral mise en demeure du 4 août 2023 n'a été que très partiellement suivi d'effet, l'inspection propose au préfet du Val-d'Oise d'engager une procédure de consignation de sommes à l'encontre de la société ELECTRODÉPOSITION, représentée par Maître Aurélie LECAUDEY, liquidatrice judiciaire, nécessaire à la réalisation d'un diagnostic complémentaire des sols et gaz des sols et des travaux permettant de supprimer les sources de pollution et assurer la compatibilité avec l'usage industriel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de la cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-I
Thème-s : Situation administrative, Notification de cessation et contenu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite-s qui avai-en-t été actée-s : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2023
Prescription contrôlée : R.512-46-25-I : <i>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</i>
Constats : <u>Constat de la visite du 13 juillet 2023 :</u> L'exploitant n'a jamais notifié la cessation de son activité à l'inspection, alors que cela avait été demandé par l'inspection suite à sa visite du 11 octobre 2017 constatant l'arrêt des activités. Depuis le 12 février 2020, ÉLECTRODÉPOSITION est en procédure collective auprès du tribunal de commerce de Versailles. Le jugement, en date du 4 février 2020, prononce l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire et désigne la SELARL JSA, prise en la personne de Me Aurélie Lecaudey, 18 Rue Georges Clemenceau 78 000 Versailles, comme liquidateur judiciaire de la société. <u>Constat de la visite du 10 octobre 2023 :</u> Par courrier du 19 juillet 2023, Me Aurélie Lecaunday a transmis au préfet du Val-d'Oise la notification de cessation d'activité de la société ÉLECTRODÉPOSITION sur le site de BEZONS (mise à l'arrêt des activités depuis fin 2017). Le premier point de la mise en demeure est donc considérée comme soldée. Par courrier du 24 octobre 2017, l'exploitant transmet à l'inspection copie du courrier à la mairie de Bezons proposant l'usage futur comme industriel, validé par silence vaut accord, conformément au R.512-46-26 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-II
Thème-s : Risques accidentels, Produits dangereux, déchets, accès au site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite-s qui avai-en-t été actée-s : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2023
Prescription contrôlée : R.512-46-25-II : <i>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</i> <i>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</i> <i>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</i> <i>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</i>
Constats : <u>Constat de la visite du 13 juillet 2023 :</u> Lors de la visite, l'inspection constate l'absence de produit dangereux et de déchet. Le site est fermé mais ne semble pas disposer de système d'alarme ou de surveillance. L'exploitant n'a jamais transmis à l'inspection les bordereaux d'évacuation des produits dangereux de l'activité de traitement de surface (particulièrement les bains de traitement). <u>Constat de la visite du 10 octobre 2023 :</u> Par courrier du 19 juillet 2023, Me Aurélie Lecaunday a transmis au préfet du Val-d'Oise deux bordereaux de suivi des déchets (BSD) d'évacuation de bain cyanuré et de bidons de cyanures pris en charge le 21 novembre 2017 par COGETRAD INDUSTRIES. Bien que le volume de déchets évacués représente peu du volume d'une activité de traitement de surface, l'absence de déchets/produits dangereux sur le site et la transmission des BSD permet donc de considérer le second point de la mise en demeure comme soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-II
Thème-s : Risques chroniques, Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite-s qui avai-en-t été actée-s : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2023
Prescription contrôlée : R.512-46-25-II : <i>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</i> <i>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</i>
Constats : <u>Constat de la visite du 13 juillet 2023 :</u> Les exploitants successifs de l'installation ont fait réaliser deux études partielles réalisées par la société DEKRA en 2012 et 2017 qui sont détaillées dans le constat suivant et qui relèvent des pollutions des sols et sous-sols qui n'ont jamais été traitées par l'exploitant. <u>Constat de la visite du 10 octobre 2023 :</u> Par courrier du 19 juillet 2023 transmis au préfet du Val-d'Oise, Me Aurélie Lecaunday explique que le passif de la procédure collective est extrêmement important et ne permettra pas le paiement de tous les créanciers. La liquidation judiciaire ne pourra pas financer le coût de cette dépollution. Cette information ne permet pas de solder le troisième point de la mise en demeure. L'inspection propose au préfet du Val-d'Oise d'engager une procédure de consignation de sommes à l'encontre de la société ELECTRODEPOSITION, représentée par Me Aurélie Lecaunday (cf. constat suivant). Le site se trouve en zone pavillonnaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 4 : Réhabilitation du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-III

Thème-s : Risques chroniques, Réhabilitation du site

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite-s qui avai-en-t été actée-s : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2023

Prescription contrôlée :

R.512-46-25-III :

III. — En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-46-26 et R. 512-46-27.

Constats :

Constat de la visite du 13 juillet 2023 :

Le rapport de DEKRA sur le site du 55 rue Jean Baillet à Bezons, réalisé le 4 avril 2017, présente les missions A230, A250 et A320 selon la norme NF X 31-620. Il reprend également le diagnostic de 2012 portant sur les sols et gaz du sol ainsi qu'une évaluation quantitative des risques résiduels (EQRS) et un plan de gestion.

L'étude de 2012 avait mis en évidence des impacts dans les sols par les métaux, cyanures totaux, le TCE et le PCE et dans les gaz du sol en naphtalène, BTEX, hydrocarbures et COHV (particulièrement PCE et TCE). L'EQRS conclut à l'incompatibilité de la qualité des sols avec un usage industriel (principalement dû au PCE et TCE dans les gaz du sol). Le plan de gestion propose un traitement in situ par *venting* (estimation entre 35 000 à 55 000 €) ou de l'excavation (estimation entre 22 000 à 34 000 €).

Les investigations complémentaires de 2017, réalisées sur les gaz du sol, montrent un impact généralisé en COHV (principalement en PCE et TCE, avec des teneurs maximum respectives de 50 620 µg/m³ et 764 478 µg/m³).

Tableau 1: Comparaison avec les valeurs de Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP)

Valeur max sur site	Valeur repère du HCSP	Valeur d'action rapide du HCSP
50 620 µg/m³	250 µg/m³	1 250 µg/m³
764 478 µg/m³	10 µg/m³	50 µg/m³

Des impacts sont également relevés en benzène, toluène et xylène. Un prélèvement sur l'eau potable indique que les concentrations relevées (0,46 µg/L pour le TCE) sont inférieures aux limites de référence de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (10 µg/L pour le TCE).

La nouvelle EQRS menée pour un usage industriel sans modification du bâti (cibles : travailleurs du site) conclut à l'incompatibilité entre l'état environnemental du site et l'usage. La substance principalement concernée est le TCE. Le bureau d'étude recommande donc de suivre le plan de

gestion précédemment proposé et rappelle qu'un prélèvement de contrôle (sols et air du sol) et une analyse des risques résiduels (ARR) devront être réalisés en fin de travaux.

L'exploitant n'a jamais informé l'inspection de la réalisation des travaux de dépollution et n'a jamais communiqué à l'inspection un rapport de fin de travaux. Lors de la visite, l'inspection constate que le bâti ne semble pas avoir été modifié mais que des travaux d'aménagement d'un étage supérieur sont en cours.

De plus, le permis de construire mentionne un **changement d'usage vers de l'usage résidentiel**. Or, le site en l'état n'étant pas compatible avec un usage industriel, il l'est encore moins pour un usage résidentiel.

Enfin, le rapport de DEKRA ne précise pas l'étendue en profondeur et en superficie de la pollution des sols et des gaz des sols ce qui **n'exclue pas le risque de pollution sur les parcelles voisines** qui sont attenantes, voire pour certains bâtiments mitoyens et qui présentent un usage résidentiel.

Constat de la visite du 10 octobre 2023 :

Par courrier du 19 juillet 2023 transmis au préfet du Val-d'Oise, Me Aurélie Lecaunday explique que le passif de la procédure collective est extrêmement important et ne permettra pas le paiement de tous les créanciers. La liquidation judiciaire ne pourra pas financer le coût de cette dépollution.

Cette information ne permet pas de solder le quatrième et dernier point de la mise en demeure.

Compte-tenu de la pollution importante dans les sols et les gaz de sols, de l'incompatibilité entre l'état environnemental du site et l'usage industriel, du risque identifié pour le voisinage, de la procédure de liquidation judiciaire qui n'est pas clôturée, l'inspection propose d'engager une procédure de consignation de sommes à l'encontre de la société ELECTRODEPOSITION, représentée par Me Aurélie Lecaunday, liquidatrice judiciaire.

D'après les études transmises, un diagnostic complémentaire et les travaux de dépollution sont estimés à 55 000 € pour un traitement in situ par *venting* sur une période de 6 mois et 9 000 € pour les études complémentaires comme l'ARR (Analyse des Risques Résiduels) et le dossier de servitude. Compte-tenu du contexte actuel et du risque identifié par l'inspection de pollution hors site, l'inspection propose au préfet du Val-d'Oise d'engager une procédure de consignation d'une somme de **73 600 €** pour réaliser les études complémentaires et les travaux de dépollution (15 % de majoration liée à l'inflation par rapport à la date de l'estimation des coûts, sachant que les coûts ont été estimés sur la base des investigations réalisées et qu'ils sont probablement sous-estimés compte tenu des incertitudes sur l'étendue des sources de pollution).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation

N° 5 : Restrictions d'usage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/07/2011, article R.512-31-1 et L.125-6
Thème-s : Situation administrative, Servitudes d'utilité publique ou Secteur d'Information des Sols
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite-s qui avai-en-t été actée-s : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Servitudes d'Utilité Publique : <i>Sur les terrains pollués par l'exploitation d'une installation classée et sur les emprises des sites de stockage de déchets ainsi que, si nécessaire, à l'intérieur d'une bande de 200 mètres autour de ces terrains et emprises, des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées en application de l'article L. 515-12 par le préfet à la demande de l'exploitant, du propriétaire du terrain ou du maire de la commune où sont situés les terrains, ou de sa propre initiative. [...]</i></p> <p>Secteur d'Information des Sols : <i>L'État rend publiques les informations dont il dispose sur les risques de pollution des sols. Ces informations sont prises en compte dans les documents d'urbanisme lors de leur élaboration et de leur révision. Un décret en Conseil d'État définit les modalités d'application du présent article (n°2015-1353 du 26 octobre 2015).</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite du 13 juillet 2023 : Compte-tenu de la pollution significative au droit du site, une servitude d'utilité publique serait nécessaire pour restreindre l'usage de la parcelle. D'après le rapport de DEKRA de 2019, aucun usage, y compris industriel, ne pourrait être autorisé en l'état.</p> <p>Faute de contenu suffisant pour instaurer des servitudes d'utilité publique, l'inspection pourra, a minima, réaliser un secteur d'information des sols (SIS) qui rend publique les informations connues sur la pollution et qui permet de garantir la préservation de la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement, en application de l'article L. 125-6 du Code de l'environnement.</p> <p>Le terrain sera donc, a minima, soumis à l'article L. 125-7 du Code de l'environnement qui impose d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire en cas de vente ou de location.</p> <p>Tout projet de construction ou de lotissement prévu sur ce terrain est soumis à l'article L. 556-2 du Code de l'environnement qui impose la réalisation d'une étude de sols afin d'établir les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre pour assurer la compatibilité entre l'usage futur et l'état des sols. Pour les projets soumis à permis de construire ou d'aménager, le maître d'ouvrage fournit dans le dossier de demande de permis une attestation garantissant la réalisation de cette étude des sols et de sa prise en compte dans la conception du projet de construction ou de lotissement. Cette attestation doit être établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes dans le domaine (ATTES-ALUR, article R.556-3 du Code de l'environnement).</p> <p>Constat de la visite du 10 octobre 2023 : L'inspection n'a pas été destinataire d'éléments permettant d'instaurer des servitudes d'utilité</p>

publique. Un courrier sera proposé au préfet afin qu'il informe le propriétaire actuel du terrain et la commune de l'état du terrain et de son incompatibilité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation